



## Communiqué de presse de la Fédération Syndicale Unitaire des Yvelines

Samedi 8 décembre 2018

C'est avec stupeur et indignation que nous avons découvert la vidéo, manifestement filmée par un fonctionnaire de police, qui tourne désormais en boucle sur les réseaux sociaux. On y voit des dizaines de jeunes, parfois très jeunes, à genoux, les mains sur la tête, à proximité des locaux des Restos du cœur de Mantes la Jolie (tout un symbole !) où ils s'étaient réfugiés avant d'être « nassés » par la police ce jeudi 6 décembre. Cette humiliation était-elle nécessaire ? L'auteur de cette vidéo et de ces commentaires déplacés a-t-il seulement conscience des dégâts qu'elle peut produire chez les jeunes et les moins jeunes qui la visionnent ?

Pour la FSU des Yvelines, si il y a lieu de condamner sans hésitation les voitures brûlées, le mobilier urbain détérioré, les jets de pierre contre les fonctionnaires de police, il y a surtout absolue nécessité de protéger notre jeunesse, y compris contre elle-même, et d'écouter les demandes de justice sociale qu'elle exprime.

La très grande majorité de nos élèves manifeste pacifiquement contre les réformes gouvernementales. Ils dénoncent le tri social à l'entrée de l'université et le projet de nouveau Baccalauréat. La FSU 78 les soutient sans réserve, puisque nous partageons leur analyse et n'avons de cesse de réclamer une autre politique éducative.

Il est impératif de permettre à ces jeunes de manifester. Le rôle d'une police dans un état démocratique est de les encadrer avec bienveillance, de réagir avec calme et respect, y compris face aux provocations, même violentes, d'une minorité. Inutile d'agir avec mépris comme cela a été le cas ce jeudi. Non seulement c'est moralement inadmissible, mais c'est aussi contre-productif et dangereux.

La FSU 78 dénonce le nombre disproportionné d'interpellations réalisées ce jeudi 6 décembre à Mantes. Pour nous, c'est le signe qu'elles ont été exécutées sans discernement. La rapidité des procédures engagées par le parquet laisse craindre que le pouvoir privilégie le tout répressif. Nous pensons au contraire qu'il est nécessaire d'apporter une réponse judiciaire adaptée au jeune âge de la plupart des interpellés, conformément à l'Ordonnance de 1945 sur le droit des mineurs.

Pour la FSU, le véritable danger vient de la violence générée par l'actuelle politique du gouvernement. En refusant d'écouter les organisations syndicales représentatives et en menant une politique anti-sociale, il provoque une colère légitime. Alors que le Ministre de l'éducation et le Premier Ministre ne semblent voir dans les manifestations de Mantes la Jolie qu'une émeute en bande organisée, nous réclamons que les organisations de jeunesse (syndicales, lycéennes, étudiantes) et celles des personnels, soient entendues dans les meilleurs délais pour apaiser les tensions. C'est d'une réponse politique dont nous avons besoin pour restaurer la confiance des jeunes dans nos institutions. Nous nous tiendrons auprès d'eux, dans la rue comme dans les classes, pour qu'ils soient respectés. Ils représentent notre avenir.